

GRÈVE DES PRATICIENS DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Barkat ordonne des mises en demeure

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a sommé les directeurs des établissements publics hospitaliers et des établissements de santé de proximité d'adresser, dans les plus brefs délais, des mises en demeure à l'ensemble des praticiens en grève.

Rosa Mansouri - février 2009, rendu par le conseil judiciaire d'Alger, qui s'est prononcé sur l'irrégularité de la grève. Pour rappel, le Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP) déclare n'avoir reçu, à ce

jour, aucune notification du jugement en question. Mais, pour le ministère de tutelle, il s'agit d'une absence irrégulière des praticiens à leurs postes de travail, ce qui pénalise, selon la note, «l'activité des soins et notamment celle liée à la vaccination et à la PMI». C'est la première fois, après 15 jours de débrayage, que le ministère de la Santé reconnaît que certaines structures de santé ont été bloquées, chose qu'il a réfutée auparavant. De son côté, le SNPSP a rendu public hier un communiqué dans lequel il dénonce, une fois de plus, «le bras de fer engagé par la tutelle avec les praticiens de santé



Barkat considère le débrayage comme une absence irrégulière.

publique». «Aucune frange de la société algérienne, intellectuelle ou non, ne se sent autant méprisée que la famille médicale», signale-t-on. Le conseil national du SNPSP, qui s'est réuni ce samedi, a également pris acte des déclarations «fal-

lacieuses» du ministre chargé du secteur, qui a déclaré que le nouveau code du travail a été confectionné en partenariat avec l'ensemble des syndicats. «Il est évident que le SNPSP n'a jamais été convié ni associé à ce travail, et, à cet égard, il

faut s'attendre à de désagréables surprises, surtout dans les textes de loi ayant trait à l'activité syndicale et au droit de grève», avertit ce syndicat. Et c'est dans cette logique que les praticiens de santé publique inscrivent leur mouvement dans la durée. «Ni les retenues sur salaire, ni les entraves à l'activité syndicale et au droit de grève, ni le harcèlement que subissent les praticiens de la part de l'administration ne valent la reconquête d'une dignité, que nous arracherons coûte que coûte», peut-on lire dans le communiqué du SNPSP. R. M.

TABLE RONDE SUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE À LA CITÉ UNIVERSITAIRE «LA PÉPINIÈRE» DE BÉJAÏA

Karim Tabou met au pied du mur le candidat Moussa Touati

L'élection présidentielle prochaine a été le thème central d'une table ronde qui a regroupé deux responsables politiques, Karim Tabou du FFS, qui prône un boycott actif du scrutin, et le candidat à la présidentielle du FNA, Moussa Touati, à l'initiative de la communauté estudiantine de la cité universitaire «La Pépinière» de Béjaïa, avant-hier dans la soirée.

Ouvrant les hostilités dans une salle archicomble, Karim Tabou s'est, de prime abord, félicité de l'initiative des étudiants pour «briser l'interdit de Zerhouni», a-t-il clamé. Tout au long de sa confrontation politique avec le candidat du FNA, le premier secrétaire national du FFS, Karim Tabou, développera un argumentaire sans faille plaçant un «rejet» du scrutin du 9 avril prochain qu'il qualifie de «mascarade électorale». «L'élection prochaine est une formalité

administrative pour Bouteflika. La fraude à grande échelle a déjà commencé à travers une manipulation du fichier électoral. Les walis ont été instruits par le ministre de l'Intérieur. Vous pouvez rentrer chez vous, l'administration vous fera voter à votre insu le jour de l'élection», a soutenu le responsable du FFS. Karim Tabou critiquera sévèrement également le bilan des dix années de règne de Bouteflika. Citant

à titre d'exemple la décision de l'effacement de la dette des agriculteurs, le numéro deux du FFS a soutenu qu'elle a «profité aux agriculteurs de Ben Aknoun et de Hydra alors que les vrais fellahs n'ont rien obtenu». En matière de liberté d'expression, l'orateur du FFS fera observer dans la foulée que si son parti est «interdit de passage sur l'Unique, c'est aussi grâce à la complicité de candidats comme vous», assènera-t-il à l'adresse de son contradicteur du jour, Moussa Touati. «Le FFS a choisi son parti : le peuple. Notre position est celle du peuple qui boycottera la mascarade électorale du 9 avril.

Boycotter ce scrutin est la réaffirmation du choix du FFS de se ranger aux côtés de la population et de demeurer fidèle aux principes démocratiques que nous avons toujours défendus», conclut Karim Tabou. Se sentant acculé par la force de l'argumentaire du responsable politique du FFS prônant un boycott actif du prochain scrutin, visiblement très partagé par l'assistance, le candidat à la présidentielle, Moussa Touati, expliquera que sa participation à l'élection est motivée par une ambition de «réformer le système» tout en appelant les citoyens à «un vote massif». A. Kersani

TERRORISME

Mourad Mesrour, alias «l'émir» Laâouar, abattu à Mizrana

Le tristement célèbre «émir» Laâouar, alias Mourad Mesrour, a été abattu, vendredi, en fin de journée, au lieu-dit «13°», à la frontière nord entre les wilayas de Tizi-Ouzou et Boumerdès. Ayant pris part à tous les rapt de citoyens dans la région et aux différentes incursions terroristes ayant ciblé les bars et autres auberges, Laâouar a été aussi signalé dans la quasi-totalité des attentats perpétrés contre les éléments des corps de sécurité à Tizirt et ses environs, et ce, depuis le début de la décennie noire.

Selon nos informations, la localisation et l'élimination de cet «émir», originaire de Dellys, ont été rendues possibles grâce aux informations fournies par un terroriste capturé par la BMPJ, mercredi dernier à Souk-el-Thenine (Maâtkas), alors que deux de ses acolytes ont été abattus. Notre source fait aussi état de cinq terroristes du groupe de l'«émir» Laâouar qui auraient été éliminés lors de la même opération. Si la mort de Mourad Mesrour ne fait aucun doute, en témoignent son téléphone portable et trois chargeurs de kalachnikov récupérés sur les lieux, la présence de sang, mais surtout, l'interception par les services de sécurité d'une communication téléphonique entre les groupes sanguinaires faisant état de l'enterrement de l'émir», pour les autres, personne ne peut affirmer ou infirmer leur mise hors d'état de nuire.

Il faut dire, qu'après ce coup dur porté par les éléments de l'ANP à ces terroristes se disant affiliés à Al-Qaïda au Maghreb, l'accrochage qui s'en est suivi a empêché les militaires de vérifier tout de suite le résultat de l'opération.

K. B.

APRÈS QUATRE ANNÉES DE CAVALE

L'ex-gendarme fugitif arrêté à Béjaïa

Après une cavale de quatre années, l'ex-gendarme qui s'est évadé de la prison de Béjaïa le 24 avril 2001 a été arrêté, ce samedi, par les éléments de la gendarmerie, selon une source sécuritaire.

Pour rappel, Mouloud Redjal, un ex-gendarme âgé d'une trentaine d'années, purgeait une peine d'emprisonnement de dix ans à la maison d'arrêt de Béjaïa pour tentative de meurtre et agression sur le gérant d'une auto-école à Souk-El-Thenine le 21 septembre 2001, soit le jour même de sa désertion de son unité d'intervention de sécurité de la gendarmerie de Bouhatem (Mila), emportant avec lui un véritable arsenal de guerre composé d'une kalachnikov, d'un treillis de combat, de rangers ainsi que quatre chargeurs pleins.

Le prisonnier avait monté tout un scénario pour réussir à prendre la fuite. Après avoir simulé un malaise dans sa cellule, il parviendra à tromper la vigilance des forces de l'ordre qui l'avaient accompagné aux urgences de l'hôpital Khellil-Amrane de Béjaïa.

En effet, profitant d'un moment d'inattention des services pénitentiaires, l'ex-gendarme fonça au milieu des patients avant de s'évaporer dans la nature.

A. K.

VIVE TENSION AU CENTRE UNIVERSITAIRE DE BOUIRA

Quatre étudiants agressés par les intégristes

Le centre universitaire Colonel-Akli-Mohand-Oulhadj de Bouira vit ces jours-ci un climat de tension qui risque de dégénérer. La raison principale est due à l'intervention des étudiants de l'Ugel, samedi passé, au restaurant central qui vient d'ouvrir ses portes, pour imposer la séparation des étudiants et des étudiantes au niveau de la chaîne. Devant cet état de fait, plusieurs étudiants démocrates et convaincus que l'université est un centre de rayonnement scientifique et non un lieu d'endoctrinement et d'intégrisme ont refusé de se plier à cette exigence. Des échauffourées ont éclaté mais vite maîtrisées. Le lendemain, soit hier dimanche, le même scénario a été vécu et pour imposer leur diktat, les étudiants appartenant à l'Ugel ont fait appel à des intégristes étrangers au centre universitaire. C'est du moins ce que

nous ont témoigné des étudiants rencontrés hier sur les lieux. Là encore, et malgré leur renfort, les intégristes n'ont pas réussi à asseoir leur vision moyenâgeuse de séparer les garçons et les filles. N'ayant pas admis leur échec, ces intégristes ont attendu à l'extérieur un groupe d'étudiants partis prendre des boissons au niveau d'un café à proximité du centre universitaire. Une fois attablés, les étudiants en question ont

été surpris par le groupe d'intégristes qui a surgi et s'est mis à lancer des pierres en leur direction, les blessant au visage. Rencontrés à l'hôpital avec d'autres étudiants, ces derniers nous ont affirmé que les études sont bloquées et que des actions de protestation seront organisées à partir d'aujourd'hui jusqu'à ce que les étudiants intégristes dûment identifiés soient traduits devant la justice. Affaire à suivre. Y. Y.